

d) onder 5° worden de woorden "de directeur van de Directie Geschillen inzake Onroerende en Milieufiscaliteit van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit" vervangen door de woorden "de directeur van de Directie Administratieve Geschillen van het Departement Geschillen en Juridische Ondersteuning".

Art. 5. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009 worden de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Invordering" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Inning en Invordering".

Art. 6. In artikel 22 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2010 worden de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Invordering" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Inning en Invordering".

Art. 7. In artikel 22ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2018 worden de woorden "het Departement Invordering" vervangen door de woorden "het Departement Inning en Invordering".

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 2018.

Art. 9. De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 mei 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203023]

9 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, relatif à la valorisation de l'allocation de fin d'année

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 février 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 février 2019;

Vu le rapport du 7/2/2019 établissant en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole n° 762 du Comité de secteur XVI, établi le 29 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 avril 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 269, 270 et 276 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, renumérotés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005, sont abrogés.

Art. 2. L'article 277 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 avril 2008 et 18 octobre 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 277. § 1^{er}. Le montant de l'allocation de fin d'année est composé d'une partie forfaitaire et de deux parties variant avec la rétribution.

§ 2. La partie forfaitaire est fixée à 744,8500 euros, montant indexé pour l'année 2018.

Dans cette partie forfaitaire, un montant indexé pour l'année 2018 de 349,8277 euros est censé avoir été fixé avant le 1^{er} août 1990.

La partie forfaitaire et le montant de 349,8277 euros sont adaptés chaque année selon une fraction dont le dénominateur est l'indice lissé du mois d'octobre de l'année précédente et le numérateur l'indice lissé du mois d'octobre de l'année considérée.

§ 3. La première partie variable représente 2,5 % de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

§ 4. La seconde partie variable représente 7 % de la rétribution mensuelle brute qui a servi de base au calcul de la rétribution due au bénéficiaire pour le mois d'octobre de l'année considérée.

Toutefois, cette seconde partie variable est portée à 100,9500 euros si le résultat du calcul est inférieur à ce montant et limitée à 201,9000 euros si le résultat du calcul est supérieur à ce montant.

Ces montants de 100,9500 euros et 201,9000 euros sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

§ 5. Si l'intéressé n'a pas bénéficié de sa rétribution pour le mois d'octobre de l'année considérée, les parties variables sont calculées :

- sur la base de la rétribution brute qui a servi de base au calcul de sa dernière rétribution en cas de cessation définitive des fonctions durant la période de référence;
- sur la base de la rétribution brute qui aurait servi de base au calcul de sa rétribution pour ce mois si celle-ci avait été due, dans les autres cas. ».

Art. 3. À l'article 278 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005, les mots « de la partie variable » sont remplacés par les mots « des parties variables ».

Art. 4. L'article 279 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005, est abrogé.

Art. 5. L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 octobre 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 11. Pour l'application de l'article 275, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, lorsque le membre du personnel contractuel a perçu une indemnité de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité pendant tout ou partie de la période de référence, l'allocation de fin d'année est calculée à concurrence du pourcentage de la rémunération que représente cette indemnité pour la période concernée. ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mai 2019.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203023]

9. MAI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder bezüglich der Aufwertung der Jahresendzulage

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund der am 4. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 7. Februar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 7. Februar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den Öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 7. Februar 2019, der in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 29. März 2019 aufgestellten Protokolls Nr. 762 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 4. April 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Stellungnahme innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist keine Stellungnahme abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84, § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Artikel 269, 270 und 276 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, neu nummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005, werden aufgehoben.

Art. 2 - Artikel 277 desselben Erlasses, neu nummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 30. April 2008 und vom 18. Oktober 2012 wird durch folgendes ersetzt:

„Art. 277 - § 1. Der Betrag der Jahresendzulage besteht aus einem Pauschalteil und aus zwei Teilen, die sich je nach Besoldung ändern.“

§ 2. Der Pauschalteil ist auf 744,8500 EUR festgelegt, ein Betrag, der für das Jahr 2018 indexiert wird.

In diesem Pauschalteil gilt ein für das Jahr 2018 indexierter Betrag von 349.8277 EUR als vor dem 1. August 1990 festgelegt.

Der Pauschalteil und der Betrag von 349.8277 EUR werden jedes Jahr nach einem Bruch angepasst, dessen Nenner der abgeflachte Index des Monats Oktober des Vorjahres und der Zähler der abgeflachte Index des Monats Oktober des betreffenden Jahres ist.

§ 3. Der erste variable Teil entspricht 2,5 % der jährlichen Bruttobesoldung, die als Berechnungsgrundlage für die Besoldung, die dem Bezugsberechtigten für den Monat Oktober des betroffenen Jahres geschuldet wird, gedient hat.

§ 4. Der zweite variable Teil entspricht 7 % der monatlichen Bruttobesoldung, die als Berechnungsgrundlage für die Besoldung, die dem Bezugsberechtigten für den Monat Oktober des betroffenen Jahres geschuldet wird, gedient hat.

Dieser zweite variable Teil wird jedoch auf 100,9500 EUR erhöht, wenn das Ergebnis der Berechnung kleiner als dieser Betrag ist und auf 201,9000 EUR begrenzt, wenn das Ergebnis der Berechnung größer als dieser Betrag ist.

Diese Beträge von 100,9500 EUR und 201,9000 EUR sind an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden und mit den Schwankungen des Verbraucherpreisindex verbunden.

§ 5. Hat der Betreffende seine Besoldung für den Monat Oktober des betreffenden Jahres nicht erhalten, so werden die variablen Teile berechnet:

- auf der Grundlage der Bruttobesoldung, die für die Berechnung seiner letzten Besoldung im Falle eines endgültigen Ausscheidens aus dem Amt während des Bezugszeitraums verwendet wird;

- auf der Grundlage der Bruttobesoldung, die bei der Berechnung seiner Besoldung für diesen Monat verwendet worden wäre, wenn sie fällig gewesen wäre, in den anderen Fällen.“

Art. 3 - In Artikel 278 desselben Erlasses, neu nummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2005, wird die Wortfolge "des variablen Teils" durch die Wortfolge "der variablen Teile" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 279 desselben Erlasses, neu nummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2005, wird aufgehoben.

Art. 5 - Artikel 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Oktober 2012, wird wie folgt wieder aufgenommen:

"Art. 11 - Für die Anwendung von Artikel 275 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, wenn das Mitglied des Vertragspersonals während des gesamten oder eines Teils des Bezugszeitraums eine Entschädigung aus der Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität erhalten hat, wird die Jahresendzulage als Prozentsatz der Vergütung berechnet, die durch diese Entschädigung für den betreffenden Zeitraum dargestellt wird.“

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Mai 2019

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung,

A. GREOLI

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203023]

9 MEI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden betreffende de opwaardering van de eindejaarstoelage

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 februari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 februari 2019;

Gelet op het rapport van 7 februari 2019, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op protocol nr. 762 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 29 maart 2019;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 4 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 269, 270 en 276 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, hernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 maart 2005, worden opgeheven.

Art. 2. Artikel 277 van hetzelfde besluit, hernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 april 2008 en 18 oktober 2012 wordt vervangen als volgt :

“Art. 277. § 1. Het bedrag van de eindejaarstoelage bestaat uit een forfaitair gedeelte en twee gedeelten die variëren afhankelijk van de bezoldiging.

§ 2. Het forfaitaire gedeelte wordt vastgesteld op 744,8500 euro, welk bedrag geïndexeerd voor het jaar 2018.

In dat forfaitaire gedeelte geldt een geïndexeerd bedrag voor het jaar 2018 van 349,8277 euro als vastgesteld voor 1 augustus 1990.

Het forfaitaire gedeelte en het bedrag van 349,8277 euro worden jaarlijks aangepast volgens een breukcijfer waarvan de noemer het afgevlakte indexcijfer is van de maand oktober van het voorgaande jaar en de teller het afgevlakte indexcijfer van de maand oktober van het betrokken jaar.

§ 3. Het eerste veranderlijke gedeelte vertegenwoordigt 2,5 % van de jaarlijkse bruto bezoldiging die als basis is gebruikt voor de berekening van de bezoldiging die aan de gerechtigde moet worden uitbetaald voor de maand oktober van het betrokken jaar.

§ 4. Het tweede veranderlijke gedeelte vertegenwoordigt 7 % van de maandelijkse bruto bezoldiging die als basis is gebruikt voor de berekening van de bezoldiging die aan de gerechtigde moet worden uitbetaald voor de maand oktober van het betrokken jaar.

Dit tweede gedeelte wordt evenwel op 100,9500 euro gebracht als het resultaat van de berekening kleiner is dan dat bedrag en wordt beperkt tot 201,9000 euro als het resultaat van de berekening hoger is dan dat bedrag.

Deze bedragen van 100,9500 euro en 201,9000 euro worden gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990 en aan de schommelingen van de index der consumptieprijzen.

§ 5. Als betrokkene zijn bezoldiging niet heeft genoten voor de maand oktober van het betrokken jaar, worden de veranderlijke gedeelten berekend:

- op grond van de bruto bezoldiging die als grondslag heeft gediend voor de berekening van zijn laatste bezoldiging in geval van definitieve stopzetting van het ambt tijdens de referentieperiode;

- op grond van de verschuldigde bruto bezoldiging die als grondslag zou hebben gediend voor de berekening van zijn bezoldiging indien deze uitbetaald had moeten worden, in de andere gevallen.”

Art. 3. In artikel 278 van hetzelfde besluit, hernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005, worden de woorden “het veranderlijk gedeelte” vervangen door de woorden “de veranderlijke gedeelten”.

Art. 4. Artikel 279 van hetzelfde besluit, hernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005, wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 oktober 2012, wordt hersteld in volgende lezing:

“Art. 11. Voor de toepassing van artikel 275, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt de eindejaarstoelage, wanneer het contractueel personeelslid een vergoeding van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering ontvangen heeft, berekend ter hoogte van het percentage van de bezoldiging vertegenwoordigd door deze vergoeding voor betrokken periode.”

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203024]

16 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne en vue de la valorisation des échelles de traitements du rang B3

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 février 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 7 février 2019;